

Nouvelles locales du jeudi 11 juillet 2013

@rib News, 11/07/2013 | Education - Les Étudiants en deuxième année de tous les instituts et facultés confondus de l'Université du Burundi ont fait un sit-in devant les bureaux de Recteur pour réclamer le paiement de leur bourse des mois de mai et juin. Ils étaient tellement en colère qu'ils ont même envahi ces bureaux. Ils estiment que le Recteur leur a menti puisque la date du 8 juillet qui leur avait donné est passée sans qu'il leur donne des nouvelles sur la situation. La Police les a dispersés à l'aide des gaz lacrymogènes semant ainsi le chaos dans les enceintes de cette institution. Trois étudiants ont été arrêtés et d'autres ont été blessés y compris des policiers. Le Recteur avait lieu vu le nombre d'étudiants présents. [Rtr/Rtnb/Rpa]

Justice - Le parti Sahwanya Frodebu estime que la libération des personnes accusées d'exactions extrajudiciaires n'est autre but que l'intimidation. En effet, le vice-président de ce parti estime que les personnes qui ont été libérées l'ont fait pour aller intimider les autres membres des partis politiques pour qu'ils votent pour le CNDD-FDD lors des élections de 2015. Frédéric Bamvuginyumvira trouve que la population en général et les membres des partis de l'opposition en particulier ne peuvent avoir peur devant des personnes aussi redoutables et qui ne sont pas inquiétées par la Justice quant à leurs actes. Selon lui, ils ont commis ces actes sur mandat de ceux qui les ont libérés et cette libération n'est autre que de les utiliser dans d'autres actes. Il demande ainsi à toute la population burundaise de se révolter contre cette libération. [Rpa]- L'APRODH fait savoir qu'elle n'a pas encore vu la copie de ce jugement des personnes accusées d'exactions extrajudiciaires, mais que c'est le Tribunal hiérarchiquement supérieur qui est compétent pour connaître des recours dans ce cas. Le président de cette association trouve lui aussi que ceux qui ont commis les exactions extrajudiciaires ont été libérés par d'autres personnes et ils menacent de dénoncer leurs mandataires s'ils ne libèrent ou s'ils sont condamnés. Pierre Claver Mbonimpa constate ainsi que la Justice est prise en otage par le pouvoir exécutif et plus particulièrement par le parti au pouvoir puisque ses membres ne sont pas inquiétés s'ils commettent des infractions. Il trouve également que le pouvoir a abandonné le peuple alors qu'il devrait le protéger. Il fait savoir que si le Procureur de la République ne fait pas d'appel contre cette décision, les défenseurs des droits de l'Homme vont le faire devant d'autres juridictions, puisqu'en cas d'absence de condamnation, la décision s'installe. [Bonesha/Rpa/]

L'APRODH trouve également que le fait que lors de l'audience de Rwembe à Gitega d'autres victimes se soient présentés cela signifie qu'il a commis beaucoup d'autres exactions. Le président de cette association estime que le président sifonge n'inspire pas confiance puisque c'est bien lui qui dirigeait le sifonge qui a condamné Ruvakuki. Selon Pierre Claver Mbonimpa, le procès de Rwembe va aboutir tout simplement à une libération puisqu'il a une orientation politique. Il demande également la poursuite de tous les complices de Rwembe. Rappelons que trois familles se sont présentées à la barre pour charger Rwembe, mais elles n'ont pas pu être entendues, le Tribunal ayant estimé que leurs dossiers ne sont pas encore parvenus à son greffe. [Bonesha/Rpa/Rtr/Isanganiro] | Santé - Le site de Businde dans la commune Gahombo de la province de Kayanza qui est un lieu de pèlerinage pour les adeptes d'Eusébie Ngendakumana va bientôt être transformé en un centre d'instruction militaire. Selon des sources sur place, un bataillon militaire y est arrivé ce mercredi soir, y a creusé des tranchées, et a érigé des campements tout au tour de ce site. Selon toujours ces mêmes sources, ils viennent en renforcement de la Police présente et dont la mission semble être difficile. Cette situation inquiète certains pèlerins de ce lieu surtout qu'ils refusent d'obtempérer devant les ordres de l'administration provinciale qui leur a demandé de ne plus s'y rendre avant que l'Église catholique ne termine ses enquêtes au sujet de ce site. Les autorités administratives quant à elles font savoir qu'il n'y a pas d'inquiétudes à soulever face à cette situation puisqu'elle est normale. [Bonesha/Rpa/Isanganiro]

Economie - Les associations de la société civile engagées dans la lutte contre la vie chère demandent aux Parlementaires de ne pas voter le projet de loi instaurant la taxe intermédiaire sur les produits de première nécessité et la révision de la loi instituant la TVA. Selon le président de l'OLUCOME, s'exprimant au nom de 477 associations, le Gouvernement a d'autres moyens de combler le déficit budgétaire de plus de 100 milliards plutôt que de continuer à sucer la population qui n'a pas de moyens puisque cela ne fait que provoquer encore plus de pauvreté. Ainsi, Gabriel Rufyiri demande au Gouvernement de réduire les consommations des hauts dignitaires, diminuer leur train de vie, mettre correctement en application la politique du charroi zéro, imposer les produits miniers, mettre fin à certaines exonérations, et récupérer les fonds publics détournés par certaines autorités publiques et autres. Il s'élève également sur le fait que le mot d'ordre de serrer la ceinture n'est pas respecté y compris par le président de la République qui l'a prononcé. Ici, il se réfère au nombre de véhicules qui l'accompagnent quand il est à l'intérieur du pays. Selon ces associations, le Gouvernement ne se soucie plus de son peuple. [Rtr/Isanganiro/Rpa/Bonesha]

Politique - Le parti FNL affirme qu'il n'attend pas la venue de Rwasia Agathon. Selon le secrétaire général de ce parti, l'initiative de réunification de ce parti ainsi que la rentrée de l'ancien patron de ce parti ont été initiées par les Banamarimwe et non la présidence actuelle de ce parti. Jacques Bigirimana trouve toutefois étonnant les propos du porte-parole de Rwasia qui aurait fait savoir que « Rwasia n'a rien à dire avec les Imbonerakure de Miburo ». Il trouve toutefois que dans un pays démocratique, chacun a le droit de dire ce que bon lui semble et que dans cette même logique, personne n'est contraint d'adhérer contre son gré à une coalition. [Rtr/Rpa/Isanganiro/]

Le président du parti MSD dans la commune de Makebuko de la province de Gitega se dit intimidé par des personnes à cause de son appartenance politique. Laurent Nzobonimpa affirme qu'il a même été convoqué ce mercredi devant le Tribunal de grande instance de Gitega. Il a été interrogé à propos de son parti et il lui a été signifié qu'on voulait simplement voir cette personne représentant le MSD à Makebuko. Il demande que ces intimidations cessent puisque chaque personne a le droit d'adhérer à n'importe quel parti politique. [Bonesha/Isanganiro] | Santé - Le directeur de la REGIDESO fait savoir que les quartiers du Sud de la capitale Bujumbura devront encore patienter pour être servis en eau potable. Selon Léonidas Sindayigaya, même si le choléra sévit dans ces quartiers surtout à Musaga, il ne peut pas donner une date certaine où ils seront servis convenablement puisque les travaux qui ont causé cette carence sont loin de se terminer. En attendant, il préconise de se concerter avec les chefs des quartiers pour chercher une

solution palliative. [Rtnb/Rtr/Isanganiro]